

STRATÉGIES INTERNATIONALES ET JUSTICE ENVIRONNEMENTALE

Europe - Amérique latine - Caraïbes



**4 ET 5 JUIN
2025**

Colloque au Palais du Luxembourg et à l'AFD

COLLOQUE IDA-MEAE-EULAC-AFD 2025

STRATÉGIES INTERNATIONALES ET JUSTICE ENVIRONNEMENTALE.

Europe. Amérique latine. Caraïbes.

4 ET 5 JUIN 2025



Les échanges se dérouleront en français, en espagnol, en anglais ou en portugais et bénéficieront d'une traduction simultanée.

Coordination scientifique

Catherine AUBERTIN, économiste du développement et directrice de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD) affectée au laboratoire Patrimoines locaux, environnement et mondialisation (UMR PALOC) du Muséum national d'histoire naturelle.

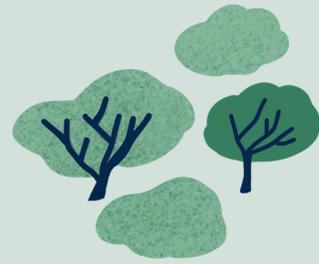
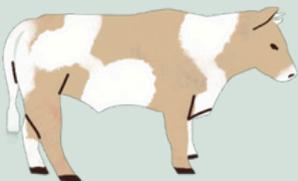
Pierre GAUTREAU, professeur de géographie à l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne et Directeur-Adjoint du Pôle de recherche sur l'organisation et la diffusion de l'information géographique (UMR PRODIG).

ARGUMENTAIRE SCIENTIFIQUE

Avec l'affirmation d'un monde à nouveau multipolaire, en lien principalement avec l'émergence des BRICS, le jeu des dépendances et interdépendances entre continents est rebattu sur bien des plans. C'est tout particulièrement le cas des anciennes relations entre l'Europe et l'Amérique latine-Caraïbes.

À une Europe en cours de « provincialisation » (Chakrabarty), dont les vulnérabilités énergétiques se sont brutalement accrues avec la guerre en Ukraine, répond une Amérique latine qui peine toujours à trouver sa place dans un monde plus fragmenté qu'il y a vingt ans. Si la présence chinoise avait laissé espérer une plus grande marge de manœuvre à la région, pouvant sortir de son face-à-face historique avec l'Europe et les USA trumpiste, force est de constater qu'elle n'a guère su renégocier son rôle de fournisseur de matières premières aux grandes puissances.

Terre de l'extractivisme inégal, mais aussi laboratoire de nouvelles formes internationales de régulations écologiques et foyer du mouvement socio-environnemental en faveur d'un dépassement des effets néfastes du « développement », la région interroge la liaison entre les injustices sociales et environnementales, à différentes échelles et depuis son extraordinaire diversité culturelle. Ce colloque invite donc à débattre des effets d'une géopolitique mondiale renouvelée sur la façon dont se pose la question environnementale en Amérique latine aujourd'hui, à travers l'examen d'outils internationaux de gouvernance et de notions émergentes prometteuses.



Les nouveaux habits de la gouvernance de la biodiversité

La gouvernance de l'environnement, orchestrée par le programme des Nations unies pour l'environnement, a conduit les Etats à privilégier la lutte contre le changement climatique lié aux enjeux énergétiques.

La biodiversité a ainsi souvent été négligée dans les politiques publiques malgré les travaux des scientifiques qui attestent son interdépendance avec les autres défis écologiques et sociaux : climat, désertification, Haute mer, plastique, pollutions, mais aussi inégalités et vulnérabilités...).

Cette interdépendance est aujourd'hui reconnue dans les sphères scientifiques et politiques, par les mouvements sociaux jusqu'au monde économique qui en dépend. Cependant, les objectifs de décarbonation restent prioritaires et il faut imaginer comment les poursuivre sans atteinte à la biodiversité.

Ce colloque propose d'étudier comment la gouvernance de la biodiversité, ici définie comme les institutions et pratiques visant à la protection des espèces, des écosystèmes et de leurs services, redéfinissent les échanges entre l'Amérique latine et l'Union européenne, et impactent les territoires et les différents acteurs.



Carbone et biodiversité, un couple conflictuel

Les échanges internationaux de l'Union européenne sont marqués par un paradoxe : chercher la neutralité carbone sur le Vieux Continent, tout en contribuant à la déforestation par des achats de soja et de viande et par des explorations minières. Les appels à la conservation de l'environnement vont de pair avec les marchés des matières premières et des crédits carbone pour assurer la décarbonation de l'économie. Or ces marchés s'avèrent souvent néfastes pour l'environnement.

Le Règlement du Parlement européen de juin 2023 contre la déforestation importée se heurte à de fortes réticences impliquant tout à la fois les questions de souveraineté, les coûts d'implémentation de la traçabilité, voire de contradictions avec l'accord de commerce international Mercosur. Les mesures miroir, les taxes carbone aux frontières, sont ressenties comme des freins au commerce international.

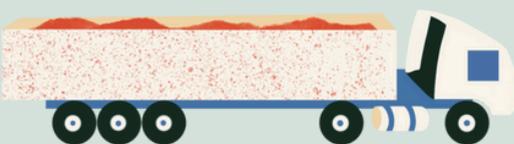
L'exportation de la production primaire des sols des pays du Sud au bénéfice de ceux du Nord pose problème en termes d'équité géopolitique, de justice sociale, de conséquences environnementales et sanitaires.

Le consensus international sur la nécessité de décarboner les économies nationales fait peser le risque d'une exploitation des ressources du Sud pour la décarbonation du Nord (hydrogène vert, lithium, plaquettes de bois, etc...) La même question se pose devant les projets qui prétendent à la neutralité carbone en compensant les émissions de CO2 par des plantations ou par leurs achats sur les marchés du carbone forestier.

Ces marchés de compensations sont aujourd'hui critiqués pour leur inefficacité et leur violation aux droits des peuples autochtones et populations locales. Les initiatives européennes proposant la création de certificats biodiversité ou la proposition brésilienne d'un fonds pour les forêts tropicales pourront-elles permettre de nouvelles mobilisations de financement pour la conservation et restauration de la biodiversité ?

La bioéconomie dans le laboratoire latino-américain

L'effondrement de la biodiversité est observé par chacun, localement et sur des temps courts. Aussi, plus que les autres défis, c'est un indicateur efficace pour interroger directement les modes de production et de consommation qui menacent l'habitabilité de la planète. Au niveau national et local, nous nous intéresserons à la bioéconomie, dernier avatar du développement durable. Si celle-ci est synonyme de substitution des énergies fossiles par les énergies renouvelables, elle acquiert une toute autre signification appliquée à la « sociobiodiversité » amazonienne où elle est associée à la lutte contre la déforestation. Elle s'approche alors de l'agroécologie qui repose sur les interactions de tous les vivants au sein de systèmes agricoles complexes avec comme priorité la défense des droits des populations locales sur leurs territoires. Elle s'appuie aussi sur des solutions fondées sur la nature, c'est-à-dire fondées sur des propositions de la science écologique. Comment orienter la coopération internationale pour soutenir le développement de cette bioéconomie amazonienne ?



MERCREDI 4 JUIN

AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT
Auditorium Mistral, 3 Pl. Louis-Armand, 75012 Paris

Accueil

13h30-14h

SESSION D'INAUGURATION

14h-14h50

- **Françoise MOULIN CIVIL**, présidente de l'Institut des Amériques
- **Philippe BASTELICA**, secrétaire général des Semaines de l'Amérique latine et des Caraïbes, Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères
- **Marie-Pierre BOURZAI**, directrice du département Amérique Latine, Agence française de développement
- **Alberto BRUNORI**, directeur exécutif de la Fondation EU-LAC
- **Catherine AUBERTIN** et **Pierre GAUTREAU**, coordinateurs scientifiques

Table ronde 1

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ET DÉCARBONATION

14h50-16h20

Pause café

16h20-16h40

Table ronde 2

DÉFORESTATION IMPORTÉE ET MERCOSUR

16h40 - 18h10

Lancement de l'ouvrage du colloque 2024

18h30 - 19h30

Table ronde 1

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ET DÉCARBONATION

14h50 - 16h20

Les marchés des matières premières pour la décarbonation : hydrogène vert, lithium, biomasse... La décarbonation de l'industrie européenne repose-t-elle sur l'exportation de matières premières de l'Amérique Latine et des Caraïbes ? Un nouvel échange inégal et des territoires menacés ?

Modération

- **Marie FORGET**, enseignante-chercheure en Géographie à l'Université de Savoie.

Interventions

- **Fander FALCONÍ**, économiste du développement et de l'écologie à la FLACSO, ancien ministre de l'Équateur (Affaires étrangères, Éducation).
- **Paul MARIA**, vice-président International Corporate Affairs and Partnerships d'Eramet.
- **Daniel PENA**, enseignant-chercheur de sociologie à la faculté de sciences sociales de la Universidad de la República, en Uruguay.
- **Antonio ROMERO GOMEZ**, professeur économiste à l'Université de La Havane.

Table ronde 2

DÉFORESTATION IMPORTÉE ET MERCOSUR

16h40 - 18h10

Quels sont les ressorts et les conséquences de l'appel à la production vertueuse pour l'environnement au moyen de barrières douanières non tarifaires?

Modération

- **Livia KALIL DE JESUS**, doctorante en sciences politiques à l'Université Sorbonne Nouvelle et à l'Université de Sao Paulo.

Interventions

- **Maxime COMBES**, chargé de mission "Commerce Relocalisation" au sein de l'Association Internationale de Techniciens, Experts et Chercheurs (AITEC).
- **Patricia CUBA-SICHLER**, avocate aux barreaux de Paris et de Lima, fondatrice du cabinet PCS LATAM Avocat.
- **Blaise DESBORDES**, directeur général de Max Haavelar France.
- **Alain KARSENTY**, économiste et chercheur au Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD).

JEUDI 5 JUIN

PALAIS DU LUXEMBOURG
15 Ter Rue de Vaugirard, 75006 Paris

Accueil

13h30 - 14h

Mot de bienvenue de **Fabien GAY**, sénateur et président du groupe
d'amitié France - Brésil

Table ronde 3

CERTIFICATS BIODIVERSITÉ

14h - 15h30

Pause café

15h30 - 16h

Table ronde 4

BIOÉCONOMIE

16h - 17h30

Conclusions

Catherine AUBERTIN et **Pierre GAUTREAU**,

coordinateurs scientifiques

17h30 - 17h40

Séquence de clôture

Mise en perspective scientifique du colloque par **Sébastien VELUT**,
Enseignant-chercheur géographe à l'IHEAL (Université Sorbonne
Nouvelle)

Conférence de clôture par **Barbara POMPILI**, Ambassadrice
déléguée à l'Environnement

17h40 - 18h30

Cocktail

18h30 - 20h

Table ronde 3

CERTIFICATS BIODIVERSITÉ

14h - 15h30

Comment financer la biodiversité sans tomber dans les travers du marché carbone ?

Modération

- **Arthur PIVIN**, expert biodiversité chez Carbone 4.

Interventions

- **Juan Carlos GONZALEZ AYBAR**, fondateur et directeur général de Fronterra.
- **Sylvie GOULARD**, co-présidente du Groupe consultatif international sur les crédits biodiversité (IAPB).
- **Romain JULLIARD**, directeur de recherche et enseignant-chercheur au Centre d'écologie et des sciences de la conservation du Muséum National d'Histoire Naturelle (MNHN) et directeur de l'UMS Méthodes et Outils pour les Sciences Participatives (MOSAIC).
- **Clémentine MORICEAU**, coordinatrice d'unité biodiversité chez Expertise France.

Table ronde 4

BIOÉCONOMIE

16h00 - 17h30

Quelle économie pour L'Amazonie et sa sociobiodiversité ?

Modération

- **Maya LEROY**, enseignante-chercheure en sciences de gestion, directrice de l'Unité de Formation et de Recherche (UFR) de Gestion de l'Environnement (G-ENV) d'AgroParisTech.

Interventions

- **Ana Margarida CASTRO EULER**, chercheure en Sciences de l'environnement et directrice Innovation, Entreprise et Transfert de Technologies à l'Entreprise Brésilienne de Recherche Agricole (EMBRAPA).
- **Denis COUVET**, président de la Fondation pour la Recherche sur la biodiversité (FRB) et professeur au MNHN.
- **Mariam FOFANA**, chercheuse gouvernance internationale de la biodiversité à l'Institut du Développement Durable et des Relations Internationales (IDDRI).
- **Henrique PEREIRA**, directeur de l'Institut National de Recherche Amazonienne (INPA) à Manaus pour le Brésil et co-directeur du Centre Franco-Bésilien pour la Biodiversité en Amazonie (CFBBA).

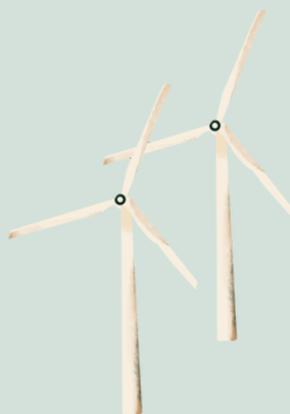
BIOGRAPHIES



De la coordination scientifique



Des intervenants et intervenantes



Coordination scientifique



CATHERINE AUBERTIN

Directrice de recherche à l'IRD, affectée à l'UMR PALOC du MNHN

Économiste de l'environnement, elle travaille sur les outils juridiques et économiques négociés lors des conventions internationales (biodiversité, climat...). En affectation de longue durée, elle a mené des recherches en coopération en Côte-d'Ivoire, au Laos, en Guyane et au Brésil. Elle fait partie du comité de rédaction de la revue *Natures Sciences Sociétés* et assure la chronique *Disputes environnementales* de la revue *Pour La Science*. Catherine Aubertin est membre de l'Académie d'agriculture de France.

PIERRE GAUTREAU

Professeur de géographie à l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, directeur-adjoint de l'UMR PRODIG



Ses recherches mobilisent des approches relevant de l'écologie politique, des études sociales des sciences et de l'histoire environnementale.

Après avoir initialement travaillé sur la régulation de l'extractivisme en Amérique du Sud, il s'est intéressé à l'émergence des politiques d'information environnementale et à leurs enjeux : souveraineté informationnelle, données ouvertes et démocratie, conséquences du développement du big data en matière de biodiversité. Il a notamment publié *La Pachamama en bases de données ? Géographie politique de l'information environnementale* (2021, Editions de l'IHEAL).

Table ronde 1

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ET DÉCARBONATION

• Modération



MARIE FORGET

Enseignante-chercheuse en Géographie à l'Université de Savoie et membre de l'UMR EDYTEM

Ses recherches s'inscrivent principalement dans les axes « Ressources et Patrimoines » et « Trajectoires politiques en Montagne ». Elles portent sur l'exploitation et la préservation des ressources, interrogeant notamment le nexus mine-eau-énergie à travers l'usage et la construction sociale des ressources. Elle analyse et étudie les dynamiques territoriales des échelles locales à planétaire ainsi que les rôles des territoires de montagne dans les transitions énergétiques. Ses terrains d'étude sont centrés sur les Andes et les Alpes.

• Interventions

FANDER FALCONÍ BENITEZ

Enseignant-chercheur économiste à FLACSO Équateur

Fander Falconí Benítez est un académique équatorien. Il est docteur en Sciences Environnementales avec une spécialisation en économie écologique obtenue à l'Université

Autonome de Barcelone. Depuis 2001, il a été professeur et chercheur à FLACSO Équateur, où il a aussi coordonné le programme de doctorat en économie du développement. Dans le secteur public, il a exercé les fonctions de ministre de l'éducation.



PAUL MARIA



Vice-président International Corporate Affairs and Partnerships d'Eramet

Paul Maria est en charge des affaires publiques internationales de la société Eramet, principale société de l'Union européenne opérant dans le secteur des métaux stratégiques et de la transition énergétique, partiellement détenue par l'Etat français (APE). Le groupe Eramet est notamment à l'origine du premier projet industriel européen de production de carbonate de lithium en Amérique latine, dans la province de Salta (Argentine), qui a été initié au deuxième semestre de 2024. Diplômé de Sciences po et de l'Ecole supérieure de commerce de Paris, Paul Maria a débuté sa carrière en tant que consultant en stratégie avant d'être nommé conseiller au cabinet du ministre du Budget, puis au cabinet du ministre de l'Economie et des Finances. Après sept années passées dans des fonctions de diplomatie économique à l'ambassade de France à Pékin puis à la direction d'Asie du Quai d'Orsay, il s'est ensuite spécialisé dans les industries stratégiques en prenant les fonctions de directeur des affaires publiques internationales du groupe Orano de 2018 à 2023, puis en rejoignant le groupe Eramet en 2023.

DANIEL PENA

Enseignant-chercheur en sociologie à la faculté de sciences sociales de l'Université de la République, à Montevideo

Les recherches de Daniel Pena se centrent sur les thèmes de l'écologie politique, et spécifiquement sur l'impact de l'expansion du modèle forestier-

cellulosique, l'hydrogène vert, les data centers, ainsi que les alternatives agroécologiques. Activiste à la Coordinación Nacional por el Agua, et dans le collectif Dificil de Digerir avec qui il produit un long-métrage documentaire sur l'usage des pesticides dans la production des aliments en Uruguay.



ANTONIO ROMERO



Professeur économiste à l'Université de la Havane

Économiste cubain, docteur en économie, avec une spécialisation en économie internationale à Université de La Havane (décembre 1996).
Professeur titulaire à l'université de La Havane

(UH). Il a été directeur du Centre de recherche en économie internationale (CIEI) à l'UH de janvier 1992 à avril 2002. À partir d'avril 2002, il a commencé à travailler comme fonctionnaire international au Secrétariat permanent du Système économique latino-américain et caribéen (SELA) jusqu'au décembre 2011. À son retour à La Havane, il a repris son travail au CIEI en tant que chef du département du commerce international et de l'intégration économique. Entre février 2017 et mars 2020, il a été doyen de la faculté d'économie de l'UH. Il est titulaire de la chaire Norman Girvan d'études caribéennes à l'université de La Havane. En août 2015, l'Université Simón Bolívar (Barranquilla, Colombie) lui a conféré le titre de docteur honoris causa en sciences sociales et humaines pour sa contribution intellectuelle dans le domaine des relations économiques internationales et des études caribéennes. Tout au long de sa carrière professionnelle, il a publié plusieurs livres et plus de 60 articles dans des revues spécialisées sur l'économie, le développement et les relations internationales.

Table ronde 2

DÉFORESTATION IMPORTÉE ET MERCOSUR

- **Modération**



LIVIA KALIL

Doctorante en sciences politiques à l'Université Sorbonne Nouvelle et à l'Université de Sao Paulo, et coordinatrice 2018-2021 du pôle Brésil de l'IdA

Livia Kalil est doctorante en science politique à l'Université Sorbonne Nouvelle (CREDA, USN-CNRS, UMR 7227), en cotutelle avec l'Université de São Paulo (Procam). Ses recherches portent sur les dynamiques de la transition écologique dans le secteur agricole brésilien. Elle s'intéresse particulièrement au rôle des ingénieurs agronomes dans la mise en œuvre du plan d'agriculture à faible émission de carbone, et à la manière dont ces acteurs influencent les politiques agricoles durables. Son travail combine une approche sociopolitique des réseaux d'acteurs et une analyse fine des enjeux environnementaux liés à l'agriculture.

• Interventions

MAXIME COMBES

Économiste, ex-porte-parole d'Attac France

Maxime Combes était chez Attac en charge du suivi des négociations internationales sur le réchauffement climatique (COP climat) et sur le commerce international (OMC, ALE). Il est également contributeur au site d'Informations Basta ! (basta.media). Il a publié *Sortons de l'âge des fossiles ! Manifeste pour la transition, Seuil, Anthropocène* (2015), et co-publié *Un pognon de dingue mais pour qui ? L'argent magique de la pandémie*, Seuil, Don Quichotte (2022).

Co-auteur de nombreux ouvrages : *Les naufragés du libre-échange, de l'OMC à Tafta* (Attac, Paris, LLL, 2015) - *Crime climatique stop !* (Seuil, « Anthropocène », août 2015) - *Le Climat est notre affaire* (Attac, Paris, LLL, 2015).



PATRICIA CUBA-SICHLER

**Avocate aux barreaux de Paris et de Lima,
fondatrice du cabinet PCS LATAM Avocat**

Avocate franco-péruvienne, inscrite aux barreaux de Lima et au Barreau de Paris depuis l'année 2003, Patricia Cuba-Sichler est titulaire d'un D.E.A. en droit de l'environnement et d'un Diplôme Universitaire en Compliance Éthique des Affaires, obtenu à Paris 1 Panthéon Sorbonne. Après avoir été associée (2007-2014) et Counsel responsable du Desk Amérique latine (2014 à 2020), au sein des cabinets d'affaires internationaux à Paris, Patricia a fondé son propre cabinet en 2021. Elle assiste des entreprises et personnes morales et physiques, en droit du commerce international et général des affaires, en droit de l'environnement, regulatory sanitaire et droit des personnes, en contentieux et en conseil, entre la France et l'Amérique latine. Responsable de la Commission Amérique latine du Barreau de Paris et membre du conseil d'administration de la Chambre de Commerce Pérou-France, depuis 2025, Patricia est membre de la Section du Droit Internationale du Florida Bar.

BLAISE DESBORDES

Directeur général de Max Havelar France

Blaise Desbordes, en tant que directeur général de Max Havelaar France, œuvre pour un commerce équitable plus juste et durable. Diplômé de Sciences Po Paris, il a débuté sa carrière dans l'humanitaire avant d'occuper des fonctions de conseiller aux ministères de l'Écologie et des Affaires Étrangères. Il a également contribué à la présidence française de la COP21. Il a également dirigé le développement durable du groupe Caisse des Dépôts (2008-2012). À la tête de Max Havelaar France depuis 2017, il renforce l'engagement de l'organisation en faveur de prix justes pour les producteurs, du versement de primes de développement et de la promotion de pratiques agricoles durables. Régulièrement invité dans les médias, il sensibilise le public aux enjeux du commerce équitable, notamment face aux crises sanitaires et économiques.



ALAIN KARSENTY

Docteur en sciences sociales, économiste et chercheur au CIRAD à Montpellier



Ses recherches portent sur les instruments économiques des politiques publiques concernant le climat et la biodiversité, avec un intérêt particulier pour les forêts tropicales.

Chercheur et expert internationalement reconnu

dans ces domaines, membre associé de l'Académie d'Agriculture de France, il collabore régulièrement avec plusieurs organisations internationales, comme la Banque Mondiale, la FAO, le PNUD, la Commission Européenne, ainsi qu'avec des entreprises engagées dans des processus de transition. Ses travaux les plus récents portent sur le mécanisme REDD+, la compensation et les marchés du carbone, la fiscalité écologique associée aux systèmes de certification, les mécanismes de financement de la biodiversité et les Paiements pour Services Environnementaux.

Table ronde 3

CERTIFICATS BIODIVERSITÉ

- **Modération**

ARTHUR PIVIN



**Expert et fondateur du département
biodiversité chez Carbone 4**

Diplômé de l'École polytechnique et de l'Université Pontificale du Chili (Master en sciences de l'environnement, spécialité mathématiques et écologie), il a travaillé pendant 4 ans au développement de projets socio-environnementaux avec des communautés locales pour PUR Projet, avec une expérience de terrain dans plus de 15 pays d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie. En 2021, il co-fonde pour Carbone 4 le projet de recherche « Puzzling Biodiversity », avec le MNHN et la FRB. Ce projet développe une méthode innovante d'évaluation des gains biodiversité, reposant sur un classement de l'efficacité des pratiques favorables à la biodiversité, établi par consensus scientifique. Il conçoit également une approche de « mécanisme de contribution territoriale », centrée sur des stratégies collectives pour la biodiversité. Arthur Pivin publie sur l'intégrité des certificats/crédits biodiversité, notamment via sa participation aux groupes de travail de l'IAPB et de l'Alliance pour les Crédits Biodiversité (BCA).

• Interventions

JUAN CARLOS GONZALEZ AYBAR

Fondateur et directeur général de Fronterra

Titulaire d'une licence en sciences sociales de l'Université de Bordeaux et d'une maîtrise en développement durable et finance carbone de l'Université Paris Dauphine, Juan Carlos est le fondateur et président de Fronterra, une entreprise franco-péruvienne dédiée au développement et à



l'exploitation de projets de puits de carbone naturel et de préservation de la biodiversité en Amérique Latine. De nationalité péruvienne et passionné par la coopération internationale, Juan Carlos a passé les quinze dernières années dans le secteur privé européen à établir des partenariats de financement du développement et du climat entre organisations à but lucratif, ONG et gouvernements latino-américains. Il a débuté sa carrière comme développeur junior au Fonds Danone pour la Nature, puis comme responsable financement carbone pour l'ONG péruvienne AIDER. Par la suite, il a cofondé et dirigé la branche Amérique Latine du Fonds Althelia pour le Climat, l'un des premiers fonds d'investissement en capital naturel. Juan Carlos a également accompagné la création de la business unit « Solutions Basées sur la Nature » de TotalEnergies en tant que développeur senior de projets. Plus récemment, il a cofondé The Shared Wood Company avec AXA Investment Managers et Engie, avant de lancer Fronterra.

SYLVIE GOULARD

Co-présidente de l'IAPB



Sylvie Goulard est une spécialiste des sujets financiers et européens. Elle commence sa carrière au sein du Ministère des Affaires étrangères, avant de devenir la conseillère du Président de la Commission Européenne, Romano Prodi, en 2001. Par la suite, elle sera

élue en tant que députée européenne entre 2009 et 2017. Lors de ses mandats, elle s'engagera notamment sur les questions financières, en devenant rapporteur de différents textes concernant la réglementation du secteur financier. En 2017, elle devient Ministre des Armées, avant d'être nommée sous-gouverneure de la Banque de France en 2018, où elle s'occupera notamment des questions européennes et internationales et de la thématique finance verte. Elle participera notamment à la publication du Rapport A silent Spring for the Financial System ? Exploring Biodiversity-related Financial Risks in France, appelant le secteur financier à participer activement au financement de la transition environnementale. Sylvie Goulard est depuis le sommet de Paris en juin 2023 co-chair avec Dame Amelia Fawcett, de l'IAPB, un panel international et indépendant ayant pour mission d'accompagner le développement des marchés de crédits biodiversité.

ROMAIN JULLIARD

Enseignant-chercheur au MNHN

Ses recherches s'inscrivent dans la discipline qui porte le nom de « Conservation Biology » dans les pays anglo-saxons. Cette discipline s'intéresse au fonctionnement de la biodiversité en interaction avec la société et tente d'apporter un éclairage scientifique sur les interactions

société-biodiversité. Formé à l'écologie scientifique, Romain Julliard a un intérêt particulier pour les relations société - biodiversité, à la fois à travers les dispositifs de type sciences participatives (directeur de l'unité de service Mosaic - Méthodes et Outils pour les Sciences Participatives), mais aussi plus récemment, en contribuant à la réflexions sur les mécanismes de financement des politiques biodiversité via un nouvel outil : les certificats biodiversité, en collaboration avec la FRB et Carbone 4, au sein de son laboratoire d'origine, le CESCO.



CLÉMENTINE MORICEAU

**Coordinatrice d'unité biodiversité
chez Expertise France**

Clémentine Moriceau est coordinatrice d'unité au sein du Pôle Biodiversité d'Expertise France depuis 2023, après avoir été chargée de projets "production agricole durable" dans le cadre du programme EUROCLIMA. Avant de rejoindre Expertise France en 2020, Clémentine

a travaillé principalement en Amérique Latine (Guatemala, Mexique, Equateur, Bolivie) en ONG sur des projets d'agroforesterie et agroécologie (Heifer International) et dans différentes institutions du réseau français de coopération (SCAC, CEMCA, Alliance Française). Diplômée en sciences politiques et sociologie politique (IEP de Lille, Paris I Panthéon-Sorbonne), spécialisée sur les questions de développement rural et de renforcement des capacités des organisations paysannes en Amérique Latine, ses expériences l'ont amenée à se concentrer sur la gestion de projets de coopération en réponse aux enjeux du changement climatique et à l'érosion de la biodiversité.



Table ronde 4

BIOÉCONOMIE

- **Modération**



MAYA LEROY

Enseignante-chercheuse en sciences de gestion, directrice de l'UFR Gestion de l'Environnement d'AgroParisTech

Maya Leroy est aussi co-responsable du groupe Management stratégique du laboratoire Montpellier Recherche en Management (MRM) de l'Université de Montpellier. Ses recherches s'intéressent aux capacités stratégiques des organisations à améliorer la gestion des écosystèmes et de la biodiversité. L'objectif est d'analyser les formes de management environnemental mises en œuvre aussi bien dans le secteur public que privé, d'étudier et d'appuyer la conception des stratégies des acteurs spécialisés dans la gestion de l'environnement, de développer de nouvelles formes d'évaluation, théoriques et pratiques, de la performance écologique des dispositifs de gestion environnementale et des politiques qui y sont associées. Elle est actuellement co-directrice du projet de recherche « FORESTT-HUB » (2024-2030). Elle préside le conseil scientifique du Groupement d'intérêt public sur les écosystèmes forestiers (GIP ECOFOR), et est membre des conseils scientifiques de l'OFB, du Comité scientifique français de la désertification (CSFD/UNCCD), et du Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM).

• Interventions

ANA MARGARIDA CASTRO EULER

Directrice exécutive de l'innovation, des affaires et du transfert de technologie de l'Embrapa

Ana Euler est titulaire d'un post-doctorat en gouvernance de la biodiversité, systèmes agricoles traditionnels et bioéconomie (CIRAD/IRD). Elle est docteure et diplômée en sciences de l'environnement et foresterie (Université nationale de Yokohama, Japon),

ainsi qu'ingénieure forestière (Université fédérale de Rio de Janeiro). Chercheuse à Embrapa depuis 2008, elle travaille sur la conservation des ressources naturelles, la gestion des produits ligneux et non ligneux, les services écosystémiques et la socio-bioéconomie, contribuant à l'élaboration de politiques publiques nationales et internationales. Directrice de l'Institut des forêts de l'Amapá (2011-2014), elle y a mis en œuvre des programmes liés à la gestion des aires protégées, aux concessions forestières, au changement climatique et à REDD+. À Embrapa, elle est responsable de la propriété intellectuelle, des partenariats, de l'innovation ouverte et sociale, et du développement rural durable. À l'ANATER, elle occupe le poste de directrice exécutive du transfert de technologie, et met en œuvre la politique nationale d'assistance technique pour l'agriculture familiale (PNATER). Elle siège également au conseil du CBA, au CONDRAF et à la Commission nationale de bioéconomie.



DENIS COUVET

Professeur au MNHN et président de la FRB

Denis Couvet est également professeur associé à Sciences Po Paris et à l'Université de Lausanne, membre de l'Académie d'Agriculture. Ses recherches et enseignements actuels portent sur

les relations biodiversité-sociétés, la pertinence et les enjeux associés aux notions de biodiversité, nature, et écosystème, les notions d'intégrité des écosystèmes, d'agroécologie et de solutions fondées sur la nature. L'importance à prendre en compte les différents savoirs et représentations, les processus participatifs. L'enjeu étant de construire une vision interdisciplinaire et dynamique du complexe nature-société. Vision s'appuyant d'une part sur la notion de dispositif, combinant représentations, institutions et entités matérielles; d'autre part sur la théorie des cycles adaptatifs, anticipant des phases successives de croissance, conservation, crise et réorganisation des dispositifs structurant les complexes nature-société.

HENRIQUE PEREIRA

**Directeur de l'INPA et co-directeur du
CFBBA.**

Titulaire d'un diplôme d'ingénieur agronome de l'Université Fédérale de l'Amazonas (1984), d'un master en biologie (écologie) de l'INPA (1992), et d'un doctorat en écologie de la Pennsylvania State University (1999). Professeur titulaire et ancien conseiller spécial aux relations

internationales (2021–2023) à l'Université Fédérale de l'Amazonas (UFAM). Actuellement directeur (2023–2027), professeur et chercheur invité à l'INPA. Ancien président (2017–2019) et ancien secrétaire exécutif (2019–2023) de l'Association Nationale des Études Postgraduate et de la Recherche sur l'Environnement et la Société (ANPPAS). Ancien surintendant de l'Institut Brésilien de l'Environnement et des Ressources Naturelles Renouvelables (IBAMA) pour l'État d'Amazonas (2003–2009). Coordinateur thématique du domaine écologie à l'Institut Acariquara. Membre titulaire de l'Académie Brésilienne des Sciences Agronomiques. Directeur national du CFBBA (depuis 2024). Vice-président du Réseau Amazonien pour la Recherche et l'Innovation en Biodiversité (depuis 2024). Ses domaines d'expertise couvrent l'agronomie et les sciences de l'environnement, avec un accent particulier sur la gestion publique de l'environnement, la gestion des ressources naturelles à usage collectif, les aires protégées, l'agriculture familiale et les communautés traditionnelles.



MARIAM FOFANA



Chercheuse sur la gouvernance internationale de la biodiversité à l'IDDRI

Elle participe notamment à l'étude des trajectoires de développement pour l'utilisation durable et d'une meilleure prise en compte de la biodiversité dans les politiques

Avant de rejoindre l'IDDRI, Mariam a travaillé au sein de l'unité « Gouvernance de l'eau et économie circulaire » de l'OCDE en tant qu'analyste des politiques publiques. Dans le cadre de ses activités, elle s'est intéressée aux modèles de gouvernance élaborés pour la gestion des ressources en eau, la préservation et la résilience des écosystèmes marins et le développement de stratégies circulaires. En qualité de conseillère, elle a également œuvré sur les questions de santé environnementale et de réduction des pollutions urbaines au sein du cabinet de l'adjoint à la maire de Paris en charge de la transition écologique, du Plan Climat, de l'eau et de l'énergie. Mariam est titulaire d'un master en Histoire des relations internationales de Paris I Panthéon-Sorbonne et d'un master en Gestion des territoires et du développement local, spécialité analyse économique et gestion des risques à Paris-Saclay.

Séquence de clôture

MISE EN PERSPECTIVE SCIENTIFIQUE

SÉBASTIEN VELUT



**Enseignant-chercheur géographe à l'IHEAL
(Université Sorbonne Nouvelle)**

Sébastien Velut est géographe, spécialiste du développement et de la coopération internationale en Amérique latine. Il a été enseignant-chercheur à l'École normale

supérieure, puis chercheur et représentant de l'IRD au Chili. Professeur à l'Institut des hautes études de l'Amérique latine (IHEAL - Sorbonne Nouvelle) depuis 2009, il a dirigé cette institution ainsi que l'unité de recherche CREDA. En 2023, il devient directeur de l'École doctorale Europe latine – Amérique latine. En avril 2025, il est nommé directeur de la formation et du renforcement des capacités (DFRC) à l'IRD, où il contribue à la mise en œuvre d'une stratégie de formation scientifique tournée vers le développement durable.

Séquence de clôture

CONFÉRENCE

BARBARA POMPILI

**Ambassadrice déléguée à
l'Environnement**



Barbara Pompili est engagée dans l'écologie politique depuis plus de 20 ans. En tant que secrétaire d'État chargée de la biodiversité de février 2016 à 2017, elle fait adopter la loi pour la reconquête de la biodiversité, de la

nature et des paysages et participe à la COP13 de Cancun. Députée de la Somme de 2017 à 2020, puis de 2020 à 2023, elle est Présidente de la commission du Développement durable et de l'Aménagement du territoire de l'Assemblée nationale puis rapporteure au sein de la commission des Affaires étrangères. Elle travaille notamment sur un rapport relatif au bilan de la COP27 et aux défis posés par la COP28. Elle est Ministre de la Transition écologique de 2020 à 2022, en charge des dossiers Energie, Transports, Logement, Eau, Biodiversité, Economie circulaire, Risques naturels et industriels, et des négociations internationales Climat/Environnement. Elle fait adopter la loi climat et résilience suite à la Convention citoyenne pour le climat. Elle est présidente des conseils environnement et énergie de l'Union européenne pendant la présidence française du premier semestre 2022. En octobre 2023, elle remet un rapport au gouvernement sur l'acceptabilité des zones à faibles émissions (ZFE) et sur l'enseignement à 5^{ème} de l'expérience des pays européens. Conseillère spéciale à l'International au Secrétariat général à la planification écologique (SGPE), elle publie en janvier 2025 un rapport de parangonnage sur la planification écologique dans les pays du G20 et de l'Union européenne. En décembre 2024, en tant qu'Envoyée spéciale du Président de la République, elle organise en Arabie Saoudite avec le Kazakhstan et la Banque mondiale un One Planet Summit sur le thème de l'eau. Elle est Présidente de l'Initiative de Gouvernance de l'Eau de l'OCDE depuis 2022. Depuis mars 2025, elle est devenue la nouvelle Ambassadrice Française déléguée à l'Environnement. Elle est diplômée de Sciences Po Lille et parle français et anglais.

ACRONYMES

AFD : Agence Française de Développement

AITEC : Association Internationale de Techniciens, Experts et Chercheurs

ANATER : Agence Nationale d'Assistance Technique et d'Extension Rurale

ANPPAS : Association Nationale des Études Postgraduate et de la Recherche sur l'Environnement et la Société

BCA : Alliance pour les Crédits Biodiversité

CBA : Centre Amazonien de Biobusiness

CESCO : Centre d'Écologie et des Sciences de la Conservation (UMR)

CFBBA : Centre Franco-Brésilien pour la Biodiversité en Amazonie

CIRAD : Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement

CONDRAF : Conseil National pour le Développement Rural Durable

CSFD/UNCCD : Conseil Scientifique Français sur la Désertification / Convention des Nations Unies pour Combattre la Désertification

EDYTEM : Environnements, Dynamiques et Territoires de Montagne (UMR)

EMBRAPA : Entreprise Brésilienne de Recherche Agricole

FFEM : Fonds Français pour l'Environnement Mondial

FORESTT-HUB : Think & Do Tank avec 4 défis scientifiques

FRB : Fondation pour la Recherche sur la biodiversité

G-ENV : Gestion de l'Environnement (UFR)

GIP ECOFOR : Groupement d'Intérêt Public sur les Écosystèmes Forestiers

IAPB : Groupe consultatif international sur les crédits biodiversité

IBAMA: Institut Brésilien de l'Environnement et des Ressources Naturelles Renouvelables

IdA : Institut des Amériques

INPA : Institut National de Recherche Amazonienne

IRD : Institut Français de Recherche pour le Développement Durable

MNHN : Muséum National d'Histoire Naturelle

MOSAIC : Méthodes et Outils pour les Sciences Participatives (UMS)

MRM : Montpellier Recherche en Management (UMR)

OFB : Office Français de la Biodiversité

PALOC : Patrimoines Locaux, Environnement et Mondialisation (UMR)

PEPR FORESTT : Programme et Équipement Prioritaire de Recherche – FORESTT (Résilience des Forêts)

PNATER : Politique Nationale (brésilienne) d'Assistance Technique et de Vulgarisation Rurale pour l'Agriculture Familiale et la Réforme Agricole

PRODIG : Centre de Recherche sur l'Organisation et la Diffusion de l'Information Géographique (UMR)

REDD+ : Réduction des Émissions issues de la Déforestation et de la Dégradation des Forêts

UFAM : Université Fédérale de l'Amazonas

UFR : Unité de Formation et de Recherche

UMR : Unité Mixte de Recherche

UMS : Unité Mixte de Service

UNEP : Programme des Nations Unies pour le Développement

« Systèmes de protection sociale, politiques publiques et défis sociaux de l'âge en Europe, en Amérique latine et dans les Caraïbes »



Cette publication est le résultat du colloque « Systèmes de protection sociale, politiques publiques et défis sociaux de l'âge en Europe, en Amérique latine et dans les Caraïbes », qui s'est tenu en mai 2024 dans le cadre de la Semaine de l'Amérique latine et des Caraïbes (SALC). Cette rencontre annuelle est organisée par l'Institut des Amériques (IdA) en collaboration avec le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE), la Fondation UE-ALC et l'Agence française de développement (AFD).

Chaque année, le colloque contribue à renforcer les relations birégionales entre l'Europe et l'Amérique latine et les Caraïbes, en réunissant des spécialistes issus des milieux académique, scientifique, diplomatique, administratif, entrepreneurial et de la société civile pour débattre de questions d'actualité. Cette treizième édition aborde le vieillissement rapide des populations en Amérique latine, dans les Caraïbes et en Europe, ainsi que ses causes et ses enjeux pour les politiques publiques.

Sous la coordination scientifique de Blandine DESTREMAU et Julie TRÉGUIER, cet ouvrage présente diverses perspectives et explore des pistes de coopération.

COLLOQUE IDA-MEAE-EULAC-AFD 2025

Ce colloque est organisé par l'**Institut des Amériques (IdA)**, la **Fondation Union Européenne- Amérique latine et Caraïbes (EU- LAC)**, l'**Agence française de développement (AFD)** et le **Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères**.

Il bénéficie du haut patronage du Président du Sénat et s'inscrit dans le cadre des **Semaines de l'Amérique latine et des Caraïbes (SALC 2025)**. L'édition 2025 du colloque est exceptionnellement organisée en lien avec le congrès du **CEISAL 2025** qui se tiendra du 2 au 4 juin à l'université Sorbonne Nouvelle.

L'Institut des Amériques, la Fondation UE-LAC, l'Agence française de développement et le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères remercient tous ceux qui ont contribué à l'organisation de ce colloque international.

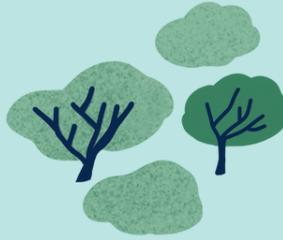
La quatorzième édition de ce colloque a été rendue possible
grâce au soutien de :

Luis Miguel CAMARGO, Anouk VINCI et Marie QUÉRON

Conception de l'identité visuelle pour le symposium :

Clara ALLY





4 et 5 juin 2025

Agence française de développement
3 place Louis Armand, 75012 Paris

Palais du Luxembourg
15 Ter rue Vaugirard, 75006 Paris

Toutes les informations :

